

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 432 8 décembre 1977
Quatorzième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 48 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley
René Duboux
Jean-Claude Favez

432

Rendez-vous

Le dernier week-end de votations se traduit dans les faits par une série de rendez-vous.

Des rendez-vous de plus en plus difficiles pour l'exercice des droits populaires. Les initiatives pourront-elles être encore vraiment novatrices, porteuses de réactions immédiates, ou, eu égard au seuil à franchir (délai + nombre de signatures), resteront-elles systématiquement « dans la norme », mettant l'accent sur des idées déjà répandues ? Les minorités trouveront-elles à s'exprimer par ce biais, ou seront-elles contraintes de rechercher des appuis dans la Suisse entière ?

Un rendez-vous inévitable avec les partisans d'un service civil digne de ce nom : ils se doivent de remettre l'ouvrage sur le métier, après ce dernier test populaire ; celui-ci n'a pas pris, comme d'aucuns l'espéraient, l'allure d'une déroute pour les partisans d'une idée qui n'en finit pas, depuis des dizaines d'années, de prendre son envol.

Un rendez-vous inévitable, lui aussi, avec les partisans d'un « impôt sur la richesse », dont le nombre doit peser, ainsi que le chef du Département fédéral des finances le promettait dès les résultats du scrutin connus, sur la réforme des finances fédérales. Nous le disions ici même : « Un score élevé marquerait la détermination du peuple suisse, avant d'accepter tout effort fiscal, de voir corriger les iniquités les plus criantes, de voir supprimer un certain nombre de privilèges... et ils existent au niveau de l'imposition des sociétés et, dans certains cas, des personnes physiques ».

Banquiers et bruits de caisse

Le rachat des Grands Magasins Jelmoli par l'UTC International jette un coup de projecteur sur cette séculaire maison bâloise de commerce interna-

tional. Fille de la Mission de Bâle et grande réserve protestante, elle gagne toujours son argent en Afrique occidentale ex-anglaise, soit au Ghana et en Nigeria. Mais elle diversifie présentement tous azimuts, de la chaîne de steackhouses à la mode argentine (Ciurrasco, pour la Suisse déjà à Berne et à Bâle, bientôt à Genève et Zurich) jusqu'à la fabrique américaine de pièces détachées pour autos (Aspro, comme les aspirines).

Mais surtout, ce rachat illustre l'aversion quasi viscérale des banquiers pour le commerce de détail. Ils ne se sentent ni revalorisés ni à l'aise dans ces rayons de chiffons et ces bruits de caisse indécents à leurs oreilles plus habituées au discret glissement de la monnaie fiduciaire. L'histoire du « business » montre que les banques ont à chaque fois remis dès que possible, en général après six à huit ans, leur participation dans une entreprise de distribution. Voyez UBS-Usego, et maintenant Crédit Suisse-Jelmoli.

Enfin, le divorce n'a rien de dramatique : le Crédit Suisse restera la banque maison du groupe Jelmoli, et Alfred E. Sarasin, président de l'UTC comme de l'Association des banquiers, va faire son entrée au conseil d'administration de Jelmoli pour y reprendre prochainement la succession d'O. Aepli. Tout est bien seigneur, tout est bien.

N.B. En surface, semaines fastes au Crédit Suisse, toujours empêtré dans les suites de Chiasso : cent millions d'argent frais par emprunt obligataire à 4 % pour quinze ans au plus, et 300 millions pour la vente de sa participation à Jelmoli. Il en faudra encore au moins quatre fois autant pour boucher le trou aimablement creusé par Kuhmeier et consorts. Trouver le tout à l'intérieur de l'établissement sera difficile, très difficile.

DANS CE NUMÉRO : P. 2 : Après Temps présent : Pour une téléthèque; p. 3 : Le carnet de Jeanlouis Cornuz; pp. 4/5 : La stratégie du garde-manger; p. 6 : Point de vue; p. 7 : Genève : Où M. Vernet récupère l'extrême-gauche — Un parking à sens unique — Quelle artillerie ! — L'automne d'un écologiste; p. 8 : Zurich : les jeunes socialistes entre le marteau et l'enclume — Dans les kiosques.

Pour une téléthèque

Jamais une série d'émissions de la Télévision romande consacrée à notre histoire n'avait à ce point mobilisé les téléspectateurs et l'opinion publique. A Genève, bien sûr, « Genève : le temps des passions » est un événement. Mais aussi dans toute la Suisse romande. Une seule comparaison possible : un match de coupe ou une descente à ski. Ainsi des séances de commission, des réunions politiques ont-elles dû être déplacées, des manifestations annulées. Et des gens qui n'ont pas la télévision se sont déplacés chez des parents ou des amis. Bref, une audience exceptionnelle, un intérêt passionné, au long d'un suspens de onze jours.

Pour Claude Torracinta, rédacteur en chef de Temps présent, scénariste et journaliste de cette série de quatre émissions, et Bernard Mermoz, réalisateur, c'était une véritable gageure. Car si des recherches d'étudiants, des livres et études de spécialistes sur les années trente se multiplient, cette époque cependant reste méconnue et chaude. En effet, il y a toujours de nombreux témoins — certains n'ont pas accepté de collaborer à cette reconstitution — des documents auraient disparu, des faits et leur interprétation prêtent à controverse. Et pour qui n'a pas vécu ces années, qui n'en a reçu que leurs échos et leurs mythes, l'entrepris devenait redoutable. D'autant que les crispations actuelles ravivent les passions. Enfin, difficulté majeure pour des professionnels de télévision, les documents cinématographiques sont rares et dispersés.

Une audience exceptionnelle, des développements dans toute la presse, des conversations et des questions partout, l'impact a été considérable. Ces émissions, difficiles et très denses, durant plus de huitante minutes, ont passé comme un drame et un spectacle. Très peu de critiques fondées. La réussite est impressionnante et sans précédent.

Un scénario qui va à l'essentiel, très clair et très didactique, qui relate les situations, explique leurs divers aspects tout en les éclairant par le contexte national et international. Une approche de journaliste par le souci de la forme et de la mise en scène qui retient toujours l'attention. Une approche d'historien par la rigueur dans la présentation des documents et leur commentaire, par la mise en perspective des forces et des hommes sans option idéologique.

Mais encore fallait-il trouver des documents cinématographiques, photographiques et sonores pour adapter le scénario à l'écran. Quel travail de recherche ! Peu de documents filmés sur Genève; ce sont des magazines d'actualités, des films de propagande et de fiction de l'époque qui recréent le climat et la sensibilité du temps. Mais c'est l'exploitation d'une masse considérable de photographies, d'affiches, de caricatures, d'imprimés, leur animation qui reconstitue pour l'essentiel la réalité historique. L'enchaînement des plans, la mise en valeur des détails, l'intégration des documents sonores, l'alternance des interviews¹ et du commentaire, tout ce travail de montage et de mixage est remarquable. Qu'il s'agisse des manifestations sur La Plaine ou au Victoria-Hall, de la fusillade du 9 novembre, la représentation est saisissante. Quant aux effets spéciaux, à la mise en scène, ils soulignent les événements, les dramatisent sans les manipuler.

Un choc salutaire

Notre histoire officielle — de Chevallaz à Gilliard — ne mentionne guère les tensions et les luttes des années trente. Pas une ligne sur les morts du 9 novembre. Aussi ces émissions exemplaires ont-elles été pour beaucoup de téléspectateurs une révélation et un choc. Ainsi donc la Suisse c'était aussi l'antisémitisme et l'intolérance, l'arrogance et la violence des possédants et des officiers, la misère et la lutte pour les plus déshérités. Et les

¹ Là, une réserve : il faudrait voir exactement si des interviews d'acteurs, quarante ans après leur participation aux événements, ne donne pas une fausse impression d'objectivité.

jeunes ont senti une fois de plus l'incroyable accélération de l'histoire : ces passions, ces gestes, ce vocabulaire, qu'est-ce que ça signifie ? C'était il y a une quarantaine d'années, presque la pré-histoire.

Après « Les années trente à La Chaux-de-

LA PRESSE ET SA MÉMOIRE

Par des présentations, des commentaires, des témoignages, la presse genevoise quotidienne a largement amplifié l'écho de l'émission. Mais ce temps des passions n'a pas été pour elle celui des souvenirs. Claude Torracinta et Bernard Mermoz ont insisté avec raison sur la violence verbale du « Piloni », de l'Action nationale ou du « Travail ». Mais les quotidiens de l'époque ont leur part dans le déchaînement des émotions collectives. Très souvent leur mission d'information a cédé le pas à l'engagement partisan. Les attaques haineuses et aveugles contre Nicole et les socialistes genevois sont aussi venues du « Journal de Genève », de « La Suisse », du « Courrier » et de la « Tribune de Genève ». Il suffit de reprendre titres et commentaires au lendemain de la fusillade. Ainsi le « Courrier » qui annonce la mort d'un gendarme : « D'une voix satanique, cet homme auquel la mort de ses semblables est d'une totale indifférence, s'adresse à la foule, qui, là, lui est certainement favorable : « Tenez la rue, tenez-la bien et tenez-la jusqu'au bout » s'écrie Nicole ». Unanimement la presse quotidienne attribue la responsabilité des morts à la gauche. « Le Genevois », organe du Parti radical, résume l'opinion d'une presse qui se voulait d'information : « L'œuvre de Nicole, du sang et des morts ». La presse genevoise respectable a la mémoire un peu courte !

Fonds », après « Le crime de Payerne », « Genève : le temps des passions ». Des téléspectateurs ont déploré que Temps présent remonte le temps et ressuscite les démons et les divisions du passé. « L'histoire éclaire le présent, elle peut nous aider

à le comprendre et à mieux l'assumer », disait Claude Torracinta. On pourrait souhaiter maintenant que Temps présent fasse des rétrospectives sur les années cinquante, soixante, qu'il quitte Genève et le canton de Vaud. Des décennies où le monde a changé, et la Suisse aussi. « Notre peuple a faim d'histoire », de toute son histoire. Enfin un regret et un vœu. Il est dommage que la dernière émission du lundi 28 novembre n'ait pas été suivie d'un débat en direct dans le style « Dossiers de l'écran ». Il eût été passionnant de suivre une confrontation entre historiens et témoins de positions opposées. Et surtout de recueillir les réactions des téléspectateurs. Une façon d'amorcer, chez chaque téléspectateur, un travail d'approfondissement de l'information donnée par le petit écran; une façon de laisser la porte ouverte à un débat, à partir du « donné » télévisuel.

Un vœu. Cette série sera sans doute reprise et rediffusée un mardi après-midi. Puis elle ira rejoindre les archives de la TVR. Quand on imagine la somme de recherches, de travail, d'intelligence que représentent ces émissions, on voudrait les mettre à disposition du public. Certes, aujourd'hui des moyens d'enregistrement existent, des cassettes « piratées » circulent dans plusieurs cantons. Le responsable d'un centre technique ne nous a-t-il pas dit qu'il avait reçu des dizaines de commandes téléphoniques ?

Pour les nouvelles générations

Alors nous reprendrons la proposition que Claude Torracinta avait faite lors d'une journée de l'Association européenne des enseignants à Lausanne : « créer une téléthèque à l'intention des organismes sans but lucratif telles que les écoles, les syndicats, etc. » Il importe que notre passé et notre temps, que seule la télévision peut nous restituer sans complaisance ni concession, ne se perdent pas sur les antennes et dans les archives. Car les nouvelles générations ont désormais besoin de ce moyen accéléré d'information et de connaissance.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Vous aimez les éditions Galland

J'en apprendis de belles sur votre compte ! « Dis-moi ce que tu lis et je te dirai qui tu es ». Or je viens de recevoir 4000 livres (4000 titres avec commentaires traitant les sujets les plus divers), diffusés par les libraires de Suisse romande.

Deuxième page de couverture : *Ces auteurs que vous aimez*. Ainsi donc vous aimez :

Tout d'abord une « troïka » (qui rappelle un peu la fameuse troïka Staline-Kamenev-Zinoviev, ou plus près de nous celle de Brejnev-Kossiguine-Podgorny...) formée de : Malraux (cité cinq fois), Sartre (cité quatre fois) et Chessex (cité quatre fois) — les deux premiers publiés par la NRF et le dernier par Galland-Grasset.

Une troïka suivie de quelque deux cent trente auteurs. C'est bien, ça, d'aimer autant d'écrivains ! Toutefois, je me permettrai de remarquer que si vous aimez Velan (*Soft Goulag*, paru chez Galland), vous n'aimez ni Pidoux (*Une île nommée Newbegin*, La Baconnière), ni Fontanet (*Mater Dolorosa*, L'Age d'Homme). Les libraires ne vous le reprochent d'ailleurs pas : les deux œuvres ne sont pas mentionnées dans leur catalogue — du moins, je n'ai pas su les découvrir. Ils ne vous reprochent pas non plus de ne pas aimer Pierre Théé (*Racines de Sept*, La Baconnière) — alors que vous aimez Walter Vogt (*Le Congrès de Wiesbaden*, Galland) — puisque Théé n'est pas mentionné plus que Pidoux ou Fontanet. En revanche, s'ils comprennent fort bien votre goût pour Corinna Bille (*Les Invités de Moscou*, Galland) ou pour Goeldlin (*Juliette crucifiée*, Galland — vous avez une passion pour les livres publiés chez Galland !), ils s'étonnent un peu que vous n'aimiez pas Barilier et vous recommandent *Le chien Tristan* et *Journal d'une mort* (tous deux parus à L'Age d'Homme).

Vous n'aimez ni Cherpillod, ni Haldas — les libraires non plus, qui ne mentionnent pas leurs

œuvres (à moins que de nouveau, je n'aie pas su les découvrir), et vous n'aimez pas non plus Anne Cunéo (*La Machine Fantaisie*, Galland) — mais là, les libraires sont d'un autre avis et recommandent cet essai.

Chapitre poésie : Vous aimez un-peu-beaucoup-passionnément Baudelaire (cité trois fois, une fois parmi les livres de La Pléiade, une fois au rayon de la poésie et une fois à propos d'un livre de critique) et vous aimez un peu Verlaine (cité une fois parmi les livres de La Pléiade, mais non pas au rayon de la poésie).

Un seul être vous manque...

Les libraires apprécient Tâche (*L'élève du matin*, Galland) et R.-E. Bernard (*Les arbres sont des bois de cerf dans la forêt des hommes*, Galland), que vous n'aimez pas. En revanche, vous êtes d'accord avec eux pour ne pas aimer Pierre Katz (*Angoisses*, aux Editions Saint-Germain-des-Prés) — curieux, ça, ce sont des poèmes admirables ! Vous avez une passion pour la sexualité (huit mentions dans la rubrique *Vos sujets préférés*) et vous vous intéressez beaucoup aussi à la Suisse (sept mentions) — aucun rapport, naturellement. A propos de la Suisse : les libraires vous recommandent *Fontaines des campagnes vaudoises*, de Paul Bonard, que vous n'aimez pas, Dieu sait pourquoi (Ed. 24 Heures — direction Galland) et *La Haute Route du Jura* (que vous n'aimez pas) de Chappaz (que vous aimez), préfacé par Galland (Ed. 24 Heures). Mais ils ne vous recommandent pas les *Vieilles Eglises de la Broye* (Ed. des Terreaux), de Vio Martin, que vous n'aimez d'ailleurs pas.

Dernière remarque : vous qui aviez un goût si décidé pour les « Cahiers de la Renaissance vaudoise », vous l'avez complètement perdu — du moins, je n'ai pas su découvrir un seul titre de cette honorable collection. Il est vrai que M. Galland ne la dirige plus. Et le poète l'a bien dit : « Un seul être nous manque, et tout est dépeuplé ».

J. C.

La stratégie du garde-manger

Les crises du pétrole, du sucre et du riz, avec les dimanches sans voitures et les ruées des ménagères, ont passablement fait réfléchir à Berne. Non pas sur l'opportunité de l'initiative de Berthoud ou sur la nécessité de mieux informer les consommateurs; encore moins sur les moyens de contrer les pressions, spéculations et autres manipulations sur les marchés mondiaux des produits énergétiques et des denrées alimentaires de base. Surtout pas ! Non, à Berne, on a réfléchi en termes de sécurité des approvisionnements, d'indépendance vis-à-vis de fournisseurs étrangers donc peu sûrs, bref, de défense nationale économique.

Economie de guerre économique

Séances, rapports, prévisions et même simulations par ordinateur ont finalement abouti à un projet de modification de l'article constitutionnel 31 bis, alinéa 3, litt. (e). Dans sa teneur actuelle, ce texte, d'ailleurs non prévu à l'origine par les « articles économiques » de 1937, autorise la Confédération à déroger au principe de la liberté du commerce et de l'industrie, et cela « pour prendre des mesures de précaution en vue du temps de guerre ». On a vu depuis lors que les conflits armés n'étaient plus seuls à mettre en cause l'approvisionnement de notre pays, et que d'autres genres d'affrontements, non pas militaires mais économiques, pouvaient avoir des effets sensibles sur l'ensemble de la planète, y compris sur le paradisique îlot helvétique.

Or donc, il s'agit désormais de voir la Confédération prendre des mesures de précaution en matière de défense nationale économique et, de façon

générale, « assurer l'approvisionnement du pays en marchandises indispensables et les prestations de service d'importance vitale ». Tel est le projet solennellement mis en consultation vendredi dernier par le conseiller fédéral Brugger, dont c'était un peu le testament, assisté de l'industrie privée, représentée par le délégué à la défense nationale économique et économiste-maison chez Ciba-Geigy (M. O. Niederhauser, par ailleurs président de Balair et de la Chambre de commerce tchécoslovaque en Suisse) et de l'agriculture, représentée par le Vaudois et paysan du dimanche J.-Cl. Piot, directeur de la puissante Division de l'agriculture, laquelle assure notamment le secrétariat de l'Office de guerre pour l'alimentation.

Toujours la patate

J.-Cl. Piot a présenté quelques-uns des éléments non secrets de la planification alimentaire suisse. Héritière du plan Wahlen, la planification en question a pour but d'améliorer, et finalement d'assurer l'autonomie alimentaire du pays. Ce n'est pas un mince problème, puisque l'agriculture suisse, pourtant super-rationalisée, couvre actuellement environ le 60 % des besoins en calories de la population. Pour hisser cette proportion à 100 %, le plan prévoit trois campagnes, pendant lesquelles les réserves seront entamées, les surfaces cultivées augmenteront de plus d'un tiers, les têtes de bétail tomberont par centaines de milliers, et surtout les rations quotidiennes accordées à chaque habitant seront ramenées du luxueux niveau de 3300 kcal. à 2400 kcal. Parallèlement l'apport en substances nutritives se modifiera sensiblement, notamment au détriment des matières grasses (applaudissements sur les bancs des diététiciens) et au profit des hydrates de carbone (bruits et mouvements divers sur les mêmes bancs).

Comme ce bon M. Wahlen, l'ordinateur du Poly de Zurich est arrivé à la conclusion que « le ravitaillement de notre pays ne peut être assuré que grâce à la pomme de terre », comme telle et pour la panification. D'où une augmentation prévue de

242 % des surfaces consacrées à la patate, pour laquelle on le sait la Suisse assure déjà une production dépassant ses propres besoins. Il n'empêche que les cultures sarclées (betteraves sucrières, pommes de terre, maïs en grains) ont un rendement de quatre à six fois meilleur que celui de la production laitière — pour ne rien dire de

RATIONS JOURNALIÈRES PAR HABITANT

(moyenne de sept catégories de consommateurs)

	Moyenne de la campagne 1973-1974	Trois campagnes après l'introduction du plan
Kilocalories	3281	2370
Protéines	88 g	75 g
Matières grasses	153 g	62 g
Hydrates de carbone	373 g	384 g

TERRES OUVERTES

	Hectares	Indice (1945 = 100)
Année 1939	213 981	60
Année 1945	355 249	100
Plan Wahlen	504 812	142
Plan 1967	424 000	119
Année 1975	264 880	75
Troisième campagne après l'introduction du plan alimentaire	365 000	103

la production animale, grande dévoreuse d'énergie et de concentrés importés.

C'est un fait que la planification alimentaire tombe bien, et que l'agriculture des temps de paix va y trouver à coup sûr des arguments frappants pour réclamer l'extension des surfaces cultivées, et surtout l'augmentation des prix. Son importance pour la défense nationale économique prenant le pas sur sa contribution à la protection de l'environnement si complaisamment évoquée ces

dernières années, l'agriculture ne va pas manquer de jouer davantage encore, si possible, le jeu du protectionnisme à outrance et de la production indigène über alles.

Coupons et ordinateur

La répartition des denrées alimentaires disponibles, limitées, postule évidemment l'organisation d'un rationnement et l'institution d'un contrôle des prix. On retrouverait les coupons pour toute une série de denrées : sucre, riz, café, thé, huiles et graisses comestibles, beurre, cacao, pâtes, avoine, orge, millet, maïs, légumes secs, savons et détergents, ainsi que pour les repas servis dans les établissements publics et les cantines. En revanche, le pain, la viande, le lait et les produits dérivés (sauf le beurre), les œufs, les fruits et légumes resteraient en vente libre.

Toute une série de problèmes restent à résoudre. Depuis des années, on se casse la tête pour imaginer un système de codification des denrées rationnées, avec couponnage lisible par un terminal d'ordinateur (salut grand frère, à combien de kilos de sucre et de plaques de chocolat ai-je encore droit ce mois ?). De manière générale, les problèmes de logistique et de distribution physique, insolubles sans une organisation dirigiste, demeurent largement ouverts, parce que les Suisses n'ont pas volontiers l'esprit planificateur, et surtout parce que les structures de la distribution et les méthodes de travail du commerce évoluent à un rythme difficile à suivre depuis l'Office de guerre de l'alimentation.

Autres questions, plus politiques que techniques : répartition et affectation optimale des moyens de production, stockage des semences en vue de l'introduction du plan, rationnement des denrées fourragères, orientation des assortiments offerts par les fabricants de denrées alimentaires, inclusion des ménages collectifs dans le programme de rationnement. Bref, tous les secteurs seraient le cas échéant touchés, et pas d'une main légère. Mais voilà, la main ne sait pas encore trop comment elle va peser.

La Suisse-hérisson veut donc pouvoir transformer son réduit en garde-manger à elle seule réservé. Un article constitutionnel et une loi à modifier, des subventions accrues à l'industrie et au commerce pour le stockage obligatoire, et des atteintes profondes à leur liberté pour l'organisation d'un rationnement national, que les progrès de l'informatique et de la technologie agricole et alimentaire rendront sans doute prodigieux de complexité, et aussi incroyablement fragile.

En attendant le plan alimentaire

Pour l'heure, les citoyens n'ont qu'à attendre, pleins de confiance en la sagesse de leurs autorités. Le délégué à la défense nationale économique dépense chaque année quelque argent pour leur rappeler que la Suisse est un petit carré rouge à croix blanche sur un globe terrestre pris entre deux tampons de wagons, et qu'en conséquence il faut avoir chez soi le quintette de première nécessité (sucre, riz, graisse, huile et pâtes). Et encore, rien n'est sûr : cette année, on dépense 260 000-270 000 francs disponibles pour réfléchir aux moyens de moderniser la propagande pour les réserves de ménage. Comment vendre la pénurie en temps calme ? comment inciter au stockage libre à domicile ? comment donner les fourmis en exemple à des cigales qui s'en moquent plus ou moins ouvertement ?

BAGATELLES

Chessex en italien : peu de succès. Voilà ce que nous relevions dans notre dernière rubrique (DP 431). M. Bertil Galland nous fait tenir ses explications : c'est Ex Libris qui s'était chargé de l'impression de cette traduction italienne, mais le club n'était pas en mesure d'assurer sa distribution ; il a fallu quelque temps aux responsables de la collection CH (traductions croisées d'écrivains suisses contemporains) pour mettre sur pied un système de diffusion parmi les lecteurs de langue italienne ; aujourd'hui le réseau est en place par

un accord général de coédition, pour la collection CH, entre les éditeurs Casagrande au Tessin et Longanesi en Italie. Ouf, un pont entre les minorités latines ?

* * *

Pour les amateurs : l'adresse à laquelle on peut se procurer la « confession » des mouchards de Cincera dont nous donnions de larges extraits ici même (DP 429) : « Cincera alias Cäsar — Wir waren Cinceras Berner Spitzel », au CCP 80-484 76 (manifeste Démocratique Zurich); fr. 5.—, avec la mention « Cincera alias Cäsar ».

* * *

Destin d'un petit parti : Team, groupement de jeunes radicaux argoviens, puis mouvement de gauche, a renoncé à jouer un rôle sur le plan cantonal. Or, à Baden, ce groupement progresse d'élections en élections, passant de deux à trois élus au législatif communal il y a quatre ans et réussissant à gagner deux sièges supplémentaires cette année.

* * *

On peut être militant ouvrier et patoisant. Alfred Rey, ancien secrétaire FTMH à Sierre, vient de publier un recueil de poésies en patois de Chermignon.

* * *

Front populaire ? Les partis et organisations suivants ont été représentés ou ont envoyé des messages au IIIe congrès du PSA (Parti socialiste autonome du Tessin) : Parti socialiste tessinois, Parti tessinois du travail, Organisations progressistes (POCH), Ligue marxiste révolutionnaire, Parti communiste italien en Suisse, Parti socialiste autonome du Jura suisse, Colonie libere italiana, Parti communiste espagnol en Suisse, Parti du travail de la Corée du Nord, Organisation de libération de la Palestine, Kritisches Oberwallis. (Rappel : Le Tessin a aussi son organisation de droite intransigeante : « Alleanza Liberi e Svizzeri » (alliances libres et suisses) qui compterait environ 1600 membres).

POINT DE VUE

La nouvelle frontière

Nous sortons à peine du Paléolithique.

Mais c'est néanmoins un plaisir que de feuilleter le numéro d'octobre de « Industrial Research » consacré tout entier à la présentation des « 100 innovations techniques les plus significatives de 1976 ». Certes, les Américains — un peu trop chauvins à mon goût — ne recensent que les produits nouveaux mis au point aux USA et ignorent superbement le reste du monde.

(Tiens, à propos : pourquoi ne ferions-nous pas, en Suisse, quelque chose du même genre ? Pourquoi ne pas décerner un prix aux cinquante ou cent innovations techniques suisses « les plus significatives » ? Il faudra que je voie ça de plus près...)

Mais je m'é gare...

Revenons au Paléolithique.

Alain Dupas, dans « La lutte pour l'espace » (Seuil) analyse les tenants et aboutissants politiques et économiques de la recherche spatiale. Excellent livre, passionnant.

Mais Alain Dupas ne rêve pas assez. Il hésite à mettre les pieds dans le plat du futur ou des futurs possibles.

Il nous faut donc ajouter quelques commentaires de notre cru...

Je suis un partisan féroce du développement de la recherche spatiale.

Je suis même partisan de multiplier par cinq ou dix les crédits alloués à ce secteur, quitte à se serrer la ceinture dans d'autres.

Pourquoi ?

Parce que je préfère que nous allions semer la panique dans le cosmos plutôt que nous la semions ici, sur Terre.

De fait, je suis partisan de déclarer la Terre « sanctuaire intouchable » et d'envoyer tous ceux qui veulent s'entrecasser la gueule se l'entrecasser quelque part entre Mercure et le Soleil. Je déteste le bruit. Or, dans l'espace le bruit des armes ne fait pas de bruit. Et l'on peut faire sauter toutes les bombes que l'on veut, ça ne dérange pas les petits oiseaux.

Et, surtout, il y a de la place en suffisance pour les manœuvres.

Les militaires se débrouilleront pour aller chercher leurs carburants et tout leur fourniment sur d'autres planètes et ils nous foutront la paix. Tenez, on pourrait même leur donner une galaxie entière pour qu'ils s'entrefracassent. Ce n'est pas les galaxies qui manquent, on pourrait même leur donner une galaxie par personne si ça leur chante. A moins qu'il y ait des gens dedans.

On en arriverait ainsi au principe : la guerre doit être faite dans le vide et ne déranger personne.

Comme il est impossible d'empêcher les hommes de faire de temps en temps la guerre, pour se défouler ou pour une quelconque autre raison, mieux vaut que ladite guerre ne se voie qu'au radiotélescope.

Conclusion : il faut développer la militarisation de l'espace et diminuer la militarisation terrestre. Pure logique. Et je suis prêt à verser ma taxe militaire à un fonds pour la satellisation de l'armée suisse.

Attention, je ne rigole pas ! J'ai très longuement réfléchi à la chose et j'ai puisé mes données — trop longues à présenter ici — chez les meilleurs auteurs : Vauvenargues, Bouthoul, La Fontaine, Carl Sagan, Xénophon, O'Neill, et al.

Certes, la militarisation de l'espace n'ira pas sans difficultés. Les militaires devront être poussés dans le dos. Mais comme ils ne sont pas très malins, nous trouverons bien un moyen efficace de les appâter : casquettes à antigravité, godasses avec rétro-fusées, médailles radio-émettrices de leurs exploits, et une foule d'autres gadgets comme ils les aiment tant.

Alors, d'accord ? On le crée ce fonds pour la satellisation de l'armée suisse ? Parce qu'ils commencent vraiment à m'énerver, avec leurs avions qui me dérangent pendant ma sieste...

Gil Stauffer

GENÈVE

Où M. Vernet récupère l'extrême-gauche

Grand Conseil genevois : les députés débattent de l'aménagement du quartier des Grottes et plus particulièrement de la décision prise par la majorité du Conseil municipal (gauche + vigilance) de

se prononcer séparément sur les différents secteurs du quartier.

L'intervention de M. Vernet, au cours du débat, est peu banale. Il faut ici, selon lui, tenir compte de l'opinion des habitants : n'ont-ils pas lancé contre cette décision un référendum qui a abouti ? Cette conversion du magistrat libéral à un urbanisme démocratique ne fait que confirmer les craintes nées devant la stratégie choisie par

l'APAG, Action populaire aux Grottes, et le groupe d'extrême-gauche, « Drapeau Rouge », qui l'anime.

On se rappelle les éléments du débat : à la proposition d'échange avancée par les autorités — un secteur, d'importance secondaire, rénové, contre un secteur essentiel, démoli lui, puis reconstruit et bétonné — la gauche avait répondu en dissociant les deux secteurs, faisant accepter le pre-

mier et n'entrant pas en matière sur le deuxième, ce qui revenait à le refuser.

Voyez la stratégie de l'APAG ! Elle lance aussitôt son référendum en arguant de certains détails, regrettables, du projet accepté, touchant le premier secteur; et parallèlement, elle proteste contre le fait que la rénovation n'ait pas été la solution également imposée pour le deuxième secteur. La récolte des signatures est rapide: chacun, en signant, est convaincu qu'il se prononce contre la démolition du quartier...

Aujourd'hui, il est évident — et l'intervention de M. Vernet vient encore le confirmer — que l'entreprise de l'APAG a servi la droite, qu'elle lui permet de revenir à sa première proposition, l'échange !

L'attitude maximaliste de l'Action populaire aux Grottes trouve peut-être son explication dans la psychologie politique: il est difficile, pour un groupe comme « Drapeau Rouge », d'accepter qu'une action de sauvetage à laquelle on a œuvré d'une manière déterminante ne puisse aboutir, au Parlement, qu'avec l'appui de ces socialistes et de ces communistes que l'on dénonce à journée faite (et par ailleurs, comment renoncer à un référendum, alors que chaque quartier a le « sien » ?)...

Ce n'est pas la première fois, à Genève, que promoteurs et entrepreneurs peuvent compter sur la réaction intempestive de groupements piégés par leur « zèle » et leur manque de vues politiques et urbanistiques à moyen et long terme. A l'endroit de la rade où va se dresser la façade maîtresse du nouveau, gigantesque et très privé Grand-Casino, un magistrat socialiste avait prévu de rénover l'ancien bâtiment et de conserver l'ensemble sous la tutelle de la ville. Le Parti du travail alors, mécontent de certains aspects du projet, avait lancé un référendum victorieux... Demain peut-être, par le même processus, les tours construites aux Grottes, sur ce qui fut le dernier quartier populaire de Genève, répondront à la façade de marbre du bout du lac.

Parking à sens unique

Un parking sera construit sous la plaine de Plainpalais; les citoyens de la ville de Genève, appelés à se prononcer, en ont ainsi décidé. Le résultat de la consultation est net, sans appel.

A première vue, le bon sens a triomphé. Pour retrouver un espace de verdure au centre de la ville, quoi de plus simple que d'enterrer les voitures, qui peu à peu ont colonisé la place et ses ombrages ?

Souvent, dans les décisions à prendre, c'est la solution évidente, pratique, qui rallie les suffrages. Quoi de plus normal, dira-t-on. Ainsi la réalisation d'une centrale nucléaire pour satisfaire nos besoins en énergie, l'élargissement des artères urbaines pour améliorer la fluidité du trafic.

Mais la solution évidente, présentée comme la voix du bon sens, peut être aussi celle qui masque les véritables alternatives.

Ainsi, le parking de Plainpalais, sous des allures de construction indispensable, maillon dans une chaîne d'autres entreprises du même genre, manifeste-t-il un choix: on a décidé de favoriser un des moyens de transports; on a décidé de drainer en ville des voitures, dont il faudra bien un jour se débarrasser. Mais à quel prix ?

Quelle artillerie !

On a des lettres dans l'immobilier genevois. Jusqu'à mobiliser l'histoire et l'humanisme pour défendre la propriété privée et les profits des régisseurs. Le morceau de bravoure signé O. Juliard et J.-P. Kupferschmid mérite d'être connu de ceux qui n'ont pas lu la « Tribune de Genève » du 2 décembre 1977. Ceux qui survivront à cette lecture pourront témoigner que le ridicule ne tue plus, ou qu'ils ont le goût des canulars bellettriens.

« Car il convient de quitter la thétonique facile de la propagande et d'élever le débat. Donner à l'Etat un droit de préemption et d'expropriation aussi large, ce ne serait pas progresser vers une

société meilleure, ce serait régresser au Moyen Age...

» Ce que nous proposent les auteurs de cette loi (concrétisant l'initiative pour favoriser la construction de logements et instituer un contrôle renforcé des loyers, loi soumise le 4 décembre au corps électoral, DP), c'est de redevenir des serfs du pouvoir politique, qui ne peuvent posséder que par privilège temporaire et dépendant de la seule faveur (du seul caprice) du prince. Cela, peuple de Genève, n'a rien à voir avec la protection des locataires ! Cela, peuple de Genève, c'est l'asservissement à l'aveugle bureaucratie et aux excès des démagogues, c'est la fin du respect de la personne humaine.

» Cela, peuple de Genève, tu ne peux pas le permettre: ce serait contraire à ta vocation et à ton histoire ».

L'automne d'un écologiste

Donc, M. Meinrad Schär, professeur de médecine sociale et préventive à l'Université de Zurich, proteste ! Il claque la porte de la Société suisse pour la protection du milieu vital, ne pouvant plus supporter, dit-il, l'étroitesse des relations de cette distinguée association avec la Fondation suisse pour l'énergie (FSE), dont les vues sont « extrêmes », à son goût.

Le lecteur sera peut-être surpris de ce jugement abrupt porté sur la FSE, lui qui a encore en mémoire le nom de quelques membres romands de son conseil de fondation (voir DP 431): diable, des personnalités comme Mme Bauer-Lagier, M. J. Rossel ou M. G. Petitpierre, pour ne citer qu'elles, seraient-ils de dangereux extrémistes ? Plus probable: M. Schär n'est plus convaincu que l'urgence des problèmes énergétiques, notamment, impose des solutions « radicales ». Voilà qui va arranger les affaires des tenants du nucléaire au sein de la commission pour la conception globale de l'énergie, dont M. Schär fait encore partie, et où les voix « écologistes » autorisées se font donc de plus en plus rares.

Zurich: les jeunes socialistes entre le marteau et l'enclume

Un magistrat municipal que son parti — le Parti socialiste — refuse de représenter pour le renouvellement de son mandat. La nouvelle stupéfiée : en Suisse, les magistrats, une fois présentés et élus, ne sont plus remis en question quelle que soit l'action qu'ils mènent, et il n'est pas dans les habitudes de leur demander des comptes...

Le Parti socialiste de la ville de Zurich proposait donc, pour les prochaines élections à l'exécutif, deux anciens sur trois, Mme Lieberherr et M. Kaufmann, leur adjoignant le candidat des syndicats, et le porte-parole de son aile gauche, M. Kammerer... Voyons ce qui s'ensuivit et qui éclaire la situation.

L'élimination de M. Frech, par les réactions qu'elle suscita aussitôt, permit de vérifier les reproches qui lui étaient adressés par les militants : le « Tages Anzeiger », et même la « Neue Zürcher Zeitung » déclenchaient immédiatement une intense campagne de presse en sa faveur; un groupe de citoyens « indépendants » se déclareraient prêts à le présenter comme candidat indépendant; et l'estocade finale fut portée par les syndicats qui firent savoir qu'en aucun cas ils ne présenteraient alors leur candidat, et qu'ils étaient prêts à former leur propre liste.

Une deuxième assemblée

Une deuxième assemblée des délégués fut alors convoquée et cette fois-ci, le vote eut lieu à main levée — le détail n'est pas sans importance : nombre de militants sont fonctionnaires et leur avancement dépend aussi de leur loyauté; bref, en définitive, Frech fut préféré à Kammerer.

Si ces péripéties peu appétissantes sont ici relevées, c'est qu'elles mettent en évidence deux aspects en général peu connus du socialisme suisse alémanique : sa dépendance à l'égard des syndicats et le renouveau qui s'y manifeste depuis 1968.

Si la pression des syndicats zurichois a ramené le Parti socialiste zurichois sur le droit chemin, c'est qu'ils disposaient par ailleurs d'un argument de poids : leur participation au financement de la campagne. Dans le tandem Parti socialiste-syndicats, que peut peser la volonté d'autonomie du premier face aux moyens financiers des seconds, à la discipline de leurs troupes que quelques fonctionnaires contrôlent avec autant d'efficacité que leur propre plan de carrière ? Et cette disparité des influences se répercute évidemment sur l'opposition qui est vive entre deux clans, qui ont leur conception propre du socialisme : les syndicalistes — la base comme les dirigeants — se méfient de ces jeunes intellectuels que l'on a vu arriver au Parti socialiste depuis 1968.

Pour ces nouveaux venus, la politique ne consiste pas tant à faire évoluer des troupes obéissantes dans le combat électoral traditionnel, qu'à détacher, amplifier, traduire au niveau parlementaire, les revendications spontanées des citoyens, particulièrement en matière d'urbanisme. La défaite de M. Kammerer, étant donné les circonstances malodorantes dans lesquelles elle est intervenue, ne pourrait que confirmer ces « jeunes » dans leur méfiance à l'égard des partis (et des groupuscules), jusqu'à transformer leur déception en abandon.

Peut-être sauront-ils pourtant réactiver la distinction qu'ils avaient établie entre personne et politique : l'important n'est pas dans les personnes choisies, mais dans les politiques menées. Malgré leur défaite, et vus sous cet angle, les jeunes n'ont jamais pesé aussi fortement sur la gauche zurichoise.

DANS LES KIOSQUES

Par-dessus les frontières

Les milieux publicitaires s'intéressent vivement à la diffusion au-delà des frontières nationales des journaux et revues. Un numéro spécial de la revue

allemande « Absatzwirtschaft » a été consacré au marketing européen en 1977. Un tableau intitulé « Les voisins lisent les quotidiens des voisins » donne des indications sur la diffusion hors du pays d'origine de deux journaux français : « Le Monde » et « Le Figaro », de trois journaux allemands : « Die Welt », « Die Zeit » (en fait un hebdomadaire — Ndlr), et « Frankfurter Allgemeine Zeitung », de deux journaux britanniques : « The Times » et « The Sunday Times » (un journal dominical — Ndlr), d'un journal italien : « Corriere della Sera » et enfin de la « Neue Zürcher Zeitung ».

« Le Monde », puis la « NZZ »

En chiffres absolus, avec 72 264 exemplaires et en chiffre relatif avec 16,7 % du tirage, c'est « Le Monde » qui vient en tête. En chiffres relatifs, la Neue Zürcher Zeitung vient immédiatement après : le quotidien français : 16,4 % du tirage (16 565 exemplaires).

La Suisse représente la plus grande clientèle étrangère pour les trois journaux allemands et la « Corriere della Sera ». La Belgique est la plus forte acheteuse des quotidiens français et l'Allemagne achète un peu plus de la moitié du tirage étranger de la « Neue Zürcher Zeitung », tandis que la France est la meilleure cliente de la presse britannique.

Les publicitaires ont donné un nom à ces supports publicitaires : ils parlent de « Media Overspill » ou « Overspill media » (en français, quelque chose comme : supports publicitaires franchissant les frontières).

— En Suisse, divers journaux se préparent à paraître : « Le Journal du Valais », ou à se transformer : à partir du Nouvel An, les « Luzerner Neueste Nachrichten » seront imprimées en offset; pour le « Blick » du dimanche (Sonntags Blick) le passage à l'offset est prévu pour le 2 avril; et il se pourrait que « Tat » fête le même jour le premier anniversaire de sa relance en publiant aussi une édition dominicale, en offset évidemment.